

CIBLE

Ballon

Voici un effet inattendu de la mondialisation. Tandis que le prétendu « village planétaire » s'apprête à regarder la coupe du monde de ballon rond, des mouvements de grève sont annoncés par plusieurs syndicats d'Air France et par le syndicat Force ouvrière des transports routiers.

Si ces mouvements prennent de l'ampleur, certains ne manqueront pas de dénoncer le chantage syndical et de déplorer que le public des stades soit pris en otage. Ce souci angélique des distractions populaires, qui se manifeste déjà, est suspect à plusieurs égards :

Les syndicats ont pris soin de déclarer que l'accès aux stades serait garanti.

Le capitalisme sauvage fait l'apologie de la loi du plus fort. Il n'est donc pas surprenant que les victimes de la concurrence ultra-libérale utilisent la force momentanée dont ils disposent pour mener à bien leurs négociations.

N'oublions pas enfin que le spectacle sportif ne dure que quelques semaines, alors que des augmentations de salaires, parfaitement justifiées et bienfaites pour la collectivité nationale, permettent, sur le long terme, de meilleures conditions de vie.

FRANCE-ALLEMAGNE

Le temps des périls

Histoire

La France italienne

p. 6/7

Éditorial

L'avenir des institutions

p. 12

Les ambiguïtés des « nationaux-républicains »

Notre confrère *Le Monde* a consacré une pleine page à la mobilisation des « nationaux-républicains » contre l'Europe. Gare aux étiquettes qu'on colle hâtivement sur un casier fourre-tout !

Sérieuse et nuancée, l'enquête du *Monde* (17/18 mai), n'évite pas les pièges de l'amalgame. Certes, il n'est pas faux de dire qu'il existe, en dehors de l'extrême droite, une mouvance nationale et républicaine qui conteste l'Europe d'Amsterdam. On y place des nationalistes de droite (Charles Pasqua), des patriotes de gauche (Didier Motchane), des intellectuels hostiles à la pensée unique (Emmanuel Todd, Régis Debray), des maisons d'édition (Arléa, Lattès), des publications (*Le Monde diplomatique*, *Marianne*, la revue *Pétition*) et la toute récente fondation Marc-Bloch animée par le journaliste Philippe Cohen - mais aussi la collection *Liberté/Raisons d'agir* de Pierre Bourdieu et le livre de Christophe Dejours, *Souffrance en France*.

Tout cela fait masse, et prête à de multiples confusions : Certaines sont dues à des

inexactitudes : Thierry Pfister, chez Albin Michel, est enregistré comme « national-républicain » parce qu'il a publié le séguiniste Philippe Labarde - mais il faudrait aussi le compter parmi les royalistes parce qu'il a publié le comte de Clermont ! De même Jean-François Colosimo, chez Latitudes, n'est pas nécessairement gaulliste parce qu'il a publié voici quelques années un livre de Saint-Robert... et révolutionnaire parce qu'il a édité les *Derniers jours avant la Révolution* de notre directeur politique.

D'autres confusions sont dues à l'analyse, très à la mode, des prétendus réseaux. Ce n'est pas parce que des intellectuels et des responsables politiques se parlent et se rencontrent dans des colloques qu'ils adhèrent aux mêmes principes et adoptent les mêmes stratégies politiques. Un jour ou l'autre, un journaliste en mal de copie dressera la liste des « membres du

réseau royaliste » à partir du relevé des invités de nos Mercredis parisiens, des entretiens que nous publions, des participants à nos réunions et sessions régionales, des éditeurs qui publient nos ouvrages : ce sera aussi stupide que de réunir dans le même réseau national-républicain (dont les royalistes sont d'ailleurs exclus sans aucun motif) des personnages aussi dissemblables que Jérôme Guedj (présenté comme la « tête pensante » de la Gauche socialiste), Charles Pasqua, gaulliste du genre ultra, Paul-Marie Couteaux, qui n'hésite pas à banqueter avec des dirigeants d'associations pétainistes, l'économiste Jean-Paul Fitoussi, qui dit tout et le contraire de tout, Denis Tillinac, fidèle de Jacques Chirac, et l'équipe du *Monde Diplomatique*.

Ces confusions sont entretenues par certains acteurs de la partie qui s'esquisse. Depuis 1974, nous avons assisté ou activement participé à plu-

sieurs tentatives de réunion des opposants à l'Europe supranationale. Elles avaient du sens parce qu'elles se fondaient sur une cohérence intellectuelle et politique : ainsi la campagne contre le référendum de 1972 (entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun) qui rassemblait les communistes, les gaullistes de gauche, Maurice Clavel et les gauchistes claveliens, et nous autres royalistes. Ainsi la revue *L'Appel* qui publiait, sous l'égide d'Olivier Germain-Thomas, Philippe de Saint-Robert, Jean-Pierre Chevènement, Bertrand Renouvin, Régis Debray... Au contraire, on s'exposera à de vives déconvenues si on poursuit l'illusion fusionniste d'une campagne qui rassemblerait Philippe de Villiers, Denis Tillinac et Julien Dray.

Défaitisme, donc ? Au contraire : souci d'une rigueur politique qui est la condition de l'efficacité. Pas de rassemblement contre le supranationalisme qui ne réunisse l'ensemble des courants fidèles à l'esprit de la Résistance : gaullistes authentiques, socialistes patriotes, royalistes, communistes - qui se reconnaissent tous dans les principes de la République. Pas de rassemblement contre l'euro-monetarisme qui ne soit résolument antilibéral et intimentement lié à la contestation sociale. Ce sont ces deux dissidences qu'il faut rassembler dans le même mouvement.

Annette DELRANCK

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Les ambiguïtés des « nationaux-républicains » - p.3 : La salle des urgences - R.I.F. - p.4 : La deuxième bataille de Cholet - p.5 : L'Inde ou la Chine ? - p.6/7 : La France italienne - p.8 : La justice et le mal - p.9 : De l'Allemagne et de l'Europe - p.10 : Van der Meulen - L'homme de feu - Mayotte - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'avenir des institutions.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

La salle des urgences

Comme à l'hôpital, face à un moribond, personne ne s'interroge sur l'art et la manière : à droite, il fallait recoudre de toute urgence. Mais après ?

C'est un beau mot, *L'Alliance*. Un des plus anciens, un des plus riches de sens. Il sert aujourd'hui à recoller les morceaux d'une droite éclatée, à réunir des gens qui n'ont pas tellement envie de vivre ensemble. Ce n'est pas une démarche très exaltante, mais tant pis. Pourvu que ça marche ! Pour l'ensemble de notre vie politique, le danger majeur, aujourd'hui, provient de l'effondrement des formations de la droite classique qui permettrait au Front national d'occuper sans grand effort un immense espace.

La recomposition était nécessaire. Depuis les élections régionales, les diverses tendances de la droite étaient livrées aux stratégies des barons et exposées aux coups de main de leurs capitaines. François Bayrou voulait recomposer et recentrer sous son égide une UDF en perdition, Alain Madelin chassait sur les mêmes terres mais à son bénéfice personnel, Charles Millon créait un parti-charnière entre le Front national et la droite libérale, messieurs Tiberi et Toubon s'empoignaient comme des voyous dans les salons de l'Hôtel de Ville.

Il fallait donc recomposer de toute urgence. Une formule confédérale a été trouvée, qui présente plusieurs avantages : elle rassemble sans les fusionner, selon les vœux de la base militante, le RPR et l'UDF ;

elle dessine clairement les frontières de la droite classique face au Front national ; elle marginalise Charles Millon qui représente un double danger :

- celui, visible, des accords tactiques avec les nationaux-populistes ;

- celui, non moins grave, qui consiste à créer un parti régional et européiste, que Charles Millon définit précisément comme « libéral, girondin et européen ». Cette version modernisée du féodalisme pourrait inspirer d'autres présidents de région et affaiblir la cohérence politique de l'ensemble français.

Souhaiter la réussite de *L'Alliance* n'implique pas l'adhésion à son idéologie implicite, ni l'aveuglement sur ses faiblesses.

Celles-ci tiennent d'abord aux deux principaux dirigeants de la confédération. François Léotard est affaibli par son échec électoral dans le Var, discrédité par son laxisme et ses errements, désavoué par nombre de militants et bien entendu récusé par François Bayrou et Alain Madelin.

Philippe Séguin, quant à lui, accumule les échecs depuis qu'il est président du RPR : il a raté la rénovation d'un parti qui continue à tenir Jacques Chirac pour son véritable chef, il n'a pas su empêcher la guerre Toubon-Tiberi ni résoudre leur conflit, il était hostile à l'union avec l'UDF et il a du, comme François Léotard, changer d'avis sous

la contrainte. Voilà ce qu'il en coûte, quand on sous-estime la combativité de Jacques Chirac et quand on tient les militants dans le plus parfait mépris.

Les colères proverbiales du président du RPR risquent d'être d'autant plus fréquentes qu'il fera probablement les frais de l'opération « Alliance » : il supportera avec François Léotard le poids d'un échec, alors que la réussite de la confédération se fera logiquement au profit de Jacques Chirac - candidat évident à sa propre succession et donc référence naturelle de l'opposition.

En outre, une confédération résolument recentrée sur les valeurs libérales aura toujours du mal à se reconnaître sous les traits de Philippe Séguin, homme de culture nég-gaulliste cyniquement rallié au libéralisme, alors qu'Édouard Balladur, qui a toujours souhaité l'union de la droite libérale, est voué à être l'artisan de la synthèse modérée qui permettra d'élaborer le programme de la confédération.

Ces problèmes de personnes et ces jeux d'appareils sont aléatoires et compliqués, mais là n'est pas l'essentiel. Le problème de *L'Alliance*, c'est le peuple. Un peuple de droite qui est patriote et qui souffre, comme le peuple tout entier, de l'euro-monetarisme libéral. L'aimable bavardage des mariages bourgeois, les querelles d'héritage et les calculs de rentiers l'attirent moins que les rudes slogans nationaux-populistes. De la salle des urgences, on risque de revenir dans la salle des voix perdues.

Sylvie FERNOY

R.I.F.

Dans un entretien accordé à *Témoignage Chrétien* (1), Soheib Bencheikh, Grand Mufti de Marseille, annonce la création du Rassemblement pour un Islam de France (RIF).

Après avoir pris soin de préciser que le RIF était une association privée, qui n'avait pas la prétention de « s'auto-proclamer détenteur de la volonté communautaire musulmane », il a précisé qu'il voulait d'abord « expliquer l'islam de manière savante aux musulmans et aux non-musulmans » pour immuniser les jeunes musulmans contre toute dérive religieuse et pour démystifier la pensée et le rôle de l'islam dans la société française.

La démarche est résolument anti-obscurantiste : le RIF veut promouvoir « un islam de progrès, d'ouverture et de civilisation » afin que cette différence religieuse et culturelle enrichisse l'ensemble de la société française et que les musulmans de France puissent enfin relier leur identité spirituelle et leur épanouissement social - ce qui n'est actuellement pas le cas en raison des images caricaturales qui sont véhiculées par les médias.

Les « Rifains » sont totalement indépendants des pouvoirs publics, mais le Grand Mufti de Marseille « espère que ce gouvernement saura encourager l'émergence d'un islam qui s'intègre pleinement et harmonieusement dans la République, au même titre que les autres confessions ».

Tel est, depuis sa fondation, l'espoir de la Nouvelle Action royaliste.

Jacques BLANGY

(1) Numéro daté du 14 mai 1998. L'imam Soheib Bencheikh sera l'invité des Mercredis de la NAR le 24 juin prochain.

La deuxième bataille de Cholet

Cholet est une ville souvent montrée en exemple pour son dynamisme industriel, ce qui était d'ailleurs tout à fait fidèle à la réalité. C'était... Car ceux qui vantent « *la France qui travaille et qui gagne* » devront bientôt chercher un autre exemple.

Cholet en Anjou. La Vendée est à quelques kilomètres. Le vent d'une histoire tragique est passé par là il y a deux siècles, alors que ce n'était qu'une ville minuscule. Aujourd'hui, Cholet a l'allure d'une ville nouvelle, qui s'est fortement urbanisée dans les années 60 avec ses grandes tours et ses cités à problèmes, et il ne reste rien du passé.

Solidarité

Rien, sauf dans la tête des Choletais. Ici, on rigole peu et surtout on travaille. Tout le monde besogne dur et sans rechigner : principalement dans de petites entreprises de confection et de chaussures, qui survivent encore car les salaires y sont faibles et dépassent rarement le SMIC. Pourtant, la plupart des Choletais vivent plutôt heureux : parce que les solidarités locales et les associations y sont très fortes et les familles très soudées.

Satisfaction...

C'est ce que Michelin n'a pas compris. Jusque-là, l'usine de Michelin-Cholet était exemplaire pour le fabricant de pneumatiques : 1 800 personnes toujours volontaires qui font en 3 x 8 un boulot physiquement très dur, et qui s'en satisfont parce que Michelin paie (un peu) mieux que les autres. Jamais une grève : les rares conflits sociaux ne sortent pas de l'usine. Un vrai paradis de patron.

Pas le dimanche !

Seulement les patrons sont souvent bêtes et veulent toujours en faire trop. D'ailleurs, tout le monde sait que les vrais patrons ne sont pas ceux d'ici. Ceux-là sont aux ordres et risquent leur place, comme tout le monde. Les « vrais » patrons, de Paris ou de Clermont-Ferrand, ont donc voulu instaurer dans les ateliers le travail du dimanche. A Cholet, c'est un traumatisme : travailler le dimanche, ça signifie la fin de la vie de famille et de toute vie sociale. Lorsque l'année dernière, les chefs avaient institué le travail du samedi matin et du dimanche soir, personne n'avait encore trop rien dit. Mais la journée du dimanche, non ça ne passe pas. Les pneus, ça peut attendre le lundi, non ?

Un test

« Embaucher » le dimanche, c'est la fin des engagements associatifs qu'ils ont tous ici. Plus question d'aller à la pêche ou de jouer aux boules avec les voisins du lotissement, ni d'aller voir le fils jouer au basket, de donner un coup de main à la paroisse ou de visiter la famille. Depuis l'an dernier, la direction avait institué le travail en continu (dimanche compris) pour une petite équipe. Pour tester paraît-il. De malheureux couples subitement décousus ont déjà divorcé. Et c'est mal vu par ici.

Quelle négociation ?

Alors du coup, des ouvriers de Michelin-Cholet se sont mis en grève. Du jamais vu depuis les années 60. Une grève dure avec fermeture des grilles et interdiction aux camions d'approvisionnement de passer. La CGT et FO, subitement soutenues, ont encadré le mouvement, suivies (en traînant des pieds) par la CFDT qui soliloque en tentant de négocier des queues de cerises. La vaste blague. De négociations, il n'y en a jamais eues. Les patrons leur ont dit que c'était ça où l'usine qui risquait de réduire son activité ou même de fermer.

Les ouvriers ont répondu que c'était de l'intox. Que les pneus attendraient bien le lundi matin. Que de toutes manières, ça fait des années que Michelin dégraisse. Et de rappeler les humiliations qu'ils essuient tous les jours, le stress, le bruit, la pression, le dos qui se dégingue immanquablement... et aussi que le groupe a fait 2 milliards de bénéfices l'an dernier.

Demi-tour

Les grilles fermées, l'usine qui tournait encore au ralenti a dû progressivement cesser sa production faute d'approvisionnement. Un jour, les patrons ont voulu forcer le barrage avec un camion. Les non grévistes sont immédiatement sortis pour soutenir leurs camarades du dehors. Tout le

monde ne « grève » pas, loin s'en faut, parce que cela n'est pas du tout l'habitude ici. Mais la solidarité n'est pas un vain mot. Alors le camion a fait demi-tour.

Comme d'hab'

Et puis, il y a la situation des intérimaires qui les a mis en colère. Des petits jeunes à qui les chefs d'atelier font miroiter un emploi stable pendant parfois des années. Une vingtaine d'entre eux ont fait grève : licenciés sur le champ. C'est bien sûr illégal, mais Michelin considère que c'est le problème de la société d'intérim, pas le sien. L'Inspection du travail ne dit rien. Comme d'habitude.

Les esprits s'échauffent et personne ne sait comment tout ça va finir. Le bruit court que la direction a le projet d'approvisionner l'usine par hélicoptère. On dit n'importe quoi dans ces cas-là.

Carnet rose

A part ça ? Rien. Si : on raconte que le jeune maire UDF va épouser la fille d'un riche industriel du coin. Personne ne se fait de souci pour lui, surtout pas les jeunes des quartiers chauds qui ceinturent la ville, ceux des fameuses tours qui ont été construites dans les années 60. Très chauds les quartiers. Tout y brûle périodiquement y compris les gymnases et les édifices publics. C'est une plaque tournante régionale pour le trafic de la drogue et les policiers ont peur d'y mettre le nez. C'est une « zone de non-droit » comme l'entend Chevènement.

Pas grave

De toute évidence, la première zone de non droit, c'est d'abord derrière les grilles de Michelin. Mais Chevènement s'en fiche, ou ne sait pas ou fait semblant. C'est ça : fait semblant. Mais ce n'est pas grave : personne n'attend rien de lui et la France qui lutte gagnera sans lui.

Paul JYL

L'Inde ou la Chine ?

Spiritualisation de la Matière ou matérialisation de l'Esprit, c'est à peu près en ces termes que le regretté Dominique de Roux situait l'opposition entre l'Inde et la Chine.

En d'autres termes, l'Inde est la plus grande démocratie du monde, tout en étant la plus pauvre, tandis que la Chine s'engouffre dans le capitalisme sauvage, sans démocratie. L'Amérique a toujours eu plus de considération pour la Chine et presque du mépris pour les Indiens. Ce ne sont pas les derniers essais nucléaires indiens qui vont changer sa perception tandis que le rapprochement sino-américain sera marqué en ce mois de juin par la visite de Clinton à Pékin.

Le désamour - qui compte pour beaucoup dans la crise japonaise - était une première conséquence du choix opéré par l'administration Clinton en faveur d'un rapprochement sino-américain contre les tenants d'une politique de défiance. Les essais nucléaires indiens en sont une seconde. Les pays de l'Asie du Sud-Est, quant à eux, sont partagés entre l'inquiétude vis-à-vis de l'expansionnisme de la Chine et le poids de ses capitaux. Pékin, de son côté, observe la crise indonésienne qui menace la communauté financière chinoise, car la Chine continentale ne fait plus guère de différence entre les capitaux de la diaspora et ses intérêts nationaux : tout ce qui est chinois est nôtre. Les Américains et la communauté internationale qui se félicitent du maintien par Pékin de la parité de sa monnaie, le yuan, au plus fort de la crise des monnaies du sud-est, vont en mesurer bientôt le prix politique.

Le calcul indien n'est pas idiot mais il sous-estime peut-être la capacité de manœuvre des Chinois. Comme dans l'affaire de la non-dévaluation du yuan, les Chinois vont chercher à regagner plus du côté occidental que ce qu'ils perdent localement. S'ils réussissent à bâtir ainsi une relation privilégiée avec Washington, au plan financier, au plan politique et au plan stratégique, ils s'imposeront également dans la région bien mieux qu'ils n'auraient pu le faire autrement. Derniers entrés dans le club nucléaire, ils se solidarisent avec les

quatre « grands » et sont d'accord pour en fermer les portes après eux. Leur adhésion au groupe des pays les plus industrialisés n'est qu'une question de temps. Chirac a déjà fait savoir à Birmingham qu'il y était favorable.

La Chine autocratique va y gagner de nouveaux investissements étrangers, alors qu'ils plafonnent à très bas niveau en Inde démocratique, pourtant dotée d'un système juridique britannique et d'une culture européenne. Mais la Chine pourrait aussi obtenir de Washington des transferts de technologie y compris en matière de simulation d'essais nucléaires. Car les Chinois ont accepté de signer le traité d'interdiction de ces essais sans maîtriser la technologie qui permet aujourd'hui de s'en passer et de poursuivre les expériences en chambre stérile. Le prix de leur « modération » sur le Pakistan (et l'Iran) pourrait bien être celui-ci.

La Chine n'est le pays le plus peuplé du monde qu'en raison de la partition de l'empire des Indes : Inde, Pakistan et Bangladesh réunis sont plus peuplés que la Chine. L'Inde seule avec ses 800 millions d'habitants n'a pas de siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Neutraliste d'abord, puis alliée indépendante de Moscou, elle a longtemps observé un profil bas en politique internationale. Pour l'équilibre même du globe, et de l'Asie, il est temps que cette lacune soit corrigée et sa place reconnue dans le concert des « grands ».

Son complexe nucléaire pourrait en être guéri. Plus proche de la vieille Europe, elle devrait y être aidée par celle-ci.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **MAROC** - En visite au Maroc, Antonio Félix, président du Congrès Mondial Amazigh (CMA), tout en se félicitant de l'appel lancé il y a quatre ans par le roi Hassan II en faveur de l'enseignement du berbère dans les écoles primaires, a déploré qu'il n'ait pas été suivi d'effets. Il a incité le nouveau gouvernement à reconnaître la culture et la langue berbère et à les introduire dans l'enseignement.

♦ **GRANDE BRETAGNE** - La polémique concernant l'attribution de l'ordre de la Jarretière à l'empereur du Japon a rebondi lorsque le *Times* a affirmé que le duc d'Edimbourg était en désaccord avec la reine sur ce point. Selon le quotidien le prince Philip partageait l'opposition des anciens combattants et anciens prisonniers de guerre. Un communiqué très ferme de l'intéressé a démenti en rappelant que « depuis de nombreuses années, le Duc œuvre en faveur de la réconciliation et d'une meilleure compréhension entre les deux pays ».

♦ **ROUMANIE** - L'institut Nobel a accepté la candidature du roi Michel de Roumanie au prix Nobel pour la Paix qui sera décerné le 13 décembre prochain. Les promoteurs de cette candidature mettent en avant le rôle décisif du roi qui en renversant le maréchal Antonescu le 23 août 1944 a permis à son pays de rejoindre le camp des Alliés, précipitant ainsi la défaite du Reich. Le roi Michel, dernier des chefs d'État de l'époque encore en vie, avait été décoré pour ce fait, à la fois par les Américains et par les Russes.

♦ **LESOTHO** - Des élections générales se sont déroulées le 23 mai sans aucun incident au Lesotho, petit royaume enclavé au cœur de l'Afrique du Sud et qui avait connu ces dernières années une histoire mouvementée. Le roi Letsie III n'a quant à lui pas participé au vote ainsi que le veut la Constitution.

♦ **JORDANIE** - C'est dans la liesse que les Jordaniens ont fêté les 45 ans de règne du roi Hussein. C'est en effet en 1953 que le jeune roi de 17 ans prit la succession effective de son père le roi Talal. Depuis cette date le souverain a constamment lutté pour sauvegarder son royaume, le plus exposé, parmi les pays arabes, aux retombées du conflit avec Israël. En dépit d'une série de tentatives d'assassinat et de déstabilisation, le roi Hussein est aujourd'hui le doyen des dirigeants du Moyen-Orient.

♦ **RUSSIE** - Les préparatifs se poursuivent pour l'inhumation des restes de la famille impériale à Saint-Petersbourg le 17 juillet prochain. Acheminés la veille depuis Iekaterinbourg (Oural) dans l'ancienne capitale impériale, ils seront déposés dans la cathédrale de la forteresse Pierre et Paul où un office aura lieu avant qu'ils ne soient inhumés dans la nécropole des tsars russes. En dépit de l'identification formelle des restes par une commission scientifique, la hiérarchie orthodoxe persiste à mettre en doute leur authenticité et il est vraisemblable que le patriarche Alexis II n'assiste pas aux cérémonies.

Agrégé et docteur en histoire, Jean-François Dubost est maître de conférence à l'université de Caen. Spécialiste de l'histoire politique et culturelle des XVI^e et XVII^e siècles, il a étudié les étrangers en France dans les deux derniers siècles avant la Révolution avant de concentrer ses recherches sur la présence italienne en France. Processus d'intégration, réactions de rejet, participation au pouvoir, influence artistique, industrielle, religieuse : les questions soulevées par cette lointaine vague d'immigration sont d'une passionnante actualité.

■ **Royaliste : Pourquoi avoir choisi de travailler sur les Italiens ?**

Jean-François Dubost : Parce que les Italiens sont des personnages hauts en couleur ! Pensons au plus connu, le cardinal Mazarin, mais aussi à Concini, qui a très mauvaise réputation. Nous avons là deux constructeurs de l'absolutisme français, au travers des guerres civiles et des guerres avec l'étranger.

Pensons aussi à tous les courtisans qui ont entouré les souverains de la fin du XVI^e et du début du XVII^e siècle et dont j'ai dressé le catalogue dans mon ouvrage : parmi les quelques centaines de personnes que j'ai pu recenser, beaucoup ont joué un rôle important dans les affaires du royaume - qu'il s'agisse des décisions ou de la conception que les souverains se faisaient du pouvoir monarchique. D'ailleurs, cette influence a été vivement dénoncée par le courant xénophobe, qui affirmait que les Italiens apportaient avec eux des idées politiques qui pervertissaient les conceptions françaises traditionnelles.

Le choix de mon sujet a été conforté par l'étude que j'avais faite sur l'administration monarchique et provinciale en Languedoc : ce travail m'a fait découvrir une remarquable dynastie épiscopale, les Bonzi, qui s'est maintenue à Béziers de 1576 à 1669 et qui a conforté l'absolutisme royal. J'ai également

étudié la famille d'Elbene à Albi, qui a joué un rôle en sens contraire puisque cette famille a poussé le gouverneur Henri de Montmorency à la révolte contre Richelieu.

■ **Royaliste : Avez-vous étudié l'influence économique italienne ?**

Jean-François Dubost : Le rôle économique des Italiens était considérable : ils ont animé les foires de Lyon au XVI^e siècle, ils ont contribué à introduire en France les techniques de fabrication du verre et de la soie. Par exemple, lorsque Colbert a fondé la manufacture de Saint-Gobain, il a fait appel à des verriers italiens. J'ai évoqué ce rôle dans les premiers chapitres de mon livre mais cette question est bien traitée par des spécialistes d'histoire économique et j'ai préféré concentrer mes recherches sur d'autres aspects de la présence italienne.

■ **Royaliste : Et l'influence culturelle ?**

Jean-François Dubost : C'est un sujet passionnant mais il est très difficile à traiter. Les exemples sont innombrables. On sait que tel Italien a introduit l'opéra à Montpellier, que tel autre importait des chevaux de race à Nevers, mais il est impossible d'affirmer que le développement de la culture équestre en France au XVII^e siècle est dû à l'influence italienne : il y a beaucoup d'autres agents, y compris des Français. Même

chose pour la diffusion de la peinture : je suis tombé sur de très nombreux exemples d'ambassadeurs italiens qui font venir des toiles d'Italie, mais il faut confronter cette influence à celle de mécènes français.

Dans ma thèse de doctorat, j'ai montré comment les évêques italiens nommés en France avaient contribué à diffuser dans le royaume les canons du concile de Trente et la Réforme catholique ; mais on trouve au même moment des prélats français qui accomplissent la même tâche.

Dans le domaine culturel, les difficultés ne sont pas moins nombreuses qu'en matière religieuse, car il faut distinguer ce qui est spécifique aux Italiens de ce qu'ils ont en commun avec les Français. Je me suis donc borné à examiner ce qui pouvait l'être précisément : les contours d'une société, ses dimensions, les lieux d'implantation, les liens qui unissent les familles et les milieux professionnels.

■ **Royaliste : Comment avez-vous travaillé ?**

Jean-François Dubost : Pour étudier ce monde, cette « France italienne », j'ai constitué un corpus à partir de plusieurs ensembles. D'abord les lettres de naturalité qui transforment un étranger en sujet du roi de France et qui lui donnent les privilèges possédés par les « naturels français » - c'est-à-dire ceux qui sont nés en France. Puis les

états (ou listes) des maisons royales, de Henri II à Louis XIV, dans lesquels on peut repérer, malgré les pièges de l'onomastique, des Italiens. Soit 1 700 naturalisés pour la période allant de 1550 à 1680, et quelques centaines d'individus sur deux siècles dans les maisons royales. J'ai pu faire revivre cette population grâce aux actes notariés (contrats de mariage et testaments), et grâce aux correspondances de certains courtisans que j'ai retrouvés à Florence ou, par exemple, dans les volumes de correspondance de Colbert.

■ **Royaliste : Quelles sont vos conclusions, quant à l'immigration italienne ?**

Jean-François Dubost : On

ne saura jamais quelle a été son importance quantitative car les lettres de naturalité permettent essentiellement d'échapper au droit d'aubaine - droit que possède le roi sur les successions des étrangers morts sans être naturalisés. Dès lors, les étrangers qui n'ont aucun bien n'ont aucune raison de se faire naturaliser : seuls le font ceux qui peuvent acquitter des taxes fort coûteuses. Mais nous savons que l'immigration italienne est de très haut niveau social : c'est une immigration de spécialistes, de courtisans, de militaires, de prélats, d'artisans hautement qualifiés. J'ai cependant retrouvé le petit peuple italien grâce à des sources fiscales - je pense à des mari-

niers originaires de Sicile qui se sont installés à La Ciotat, à La Seyne, à Toulon, mais il y a bien d'autres exemples qu'on trouverait en explorant les archives notariales du Midi.

Cela dit, on peut connaître grâce aux lettres de naturalité l'ampleur des flux d'immigration : le maximum est atteint au milieu du XVI^e siècle, vers 1550, et la décrue s'amorce vers 1570-1580. Et c'est au moment où l'immigration italienne décroît que la xénophobie anti-italienne se déchaîne.

■ **Royaliste : Quels sont les traits originaux de cette France italienne ?**

Jean-François Dubost : Il y a une solidarité clanique qui déborde les solidarités familiales. Les évêques italiens sont tous étroitement liés. Les financiers aussi, ce qui n'est guère surprenant. Ce comportement découle de la conception de la famille élargie que l'on trouve en Toscane, d'où sont originaires la plupart des immigrés italiens.

Ce qui est moins spécifique aux Italiens, ce sont les réseaux de clientélisme : les relations de protecteur à protégé sont très importantes aussi pour les Français.

N'imaginons pas des mondes clos. Au contraire : les Italiens immigrés nouent très vite des relations avec les Français, ce qui explique leur intégration relativement aisée, et la dilution rapide des Italiens dans la population française,

ce qui fait qu'on en perd très vite la trace. D'autant plus qu'ils se hâtent de franciser leur nom : par exemple, Benvenuto Cellini est naturalisé sous le nom de Bienvenu Celin.

■ **Royaliste : Cette dilution rapide n'exclut pas la xénophobie...**

Jean-François Dubost : En effet. La xénophobie anti-italienne connaît deux grandes pointes : la première dans les années 1570, après la Saint-Barthélemy, la deuxième au XVII^e pendant la période Concini puis sous Mazarin.

■ **Royaliste : Cette réaction a également lieu dans le domaine de la langue...**

Jean-François Dubost : Oui. En 1578, Henri Estienne publie un pamphlet contre le jargon fortement marqué d'italianisme des gens de la cour d'Henri III. Mais il faut bien voir que l'auteur est un humaniste protestant, fils d'un humaniste protestant, qui récuse la culture de cour dans son ensemble. La charge est manifestement excessive, mais très amusante.

■ **Royaliste : Pourquoi les Italiens choisissent-ils de s'installer en France ?**

Jean-François Dubost : Il faut d'abord rappeler que les Florentins et les Génois font preuve d'un grand dynamisme commercial et mènent leurs affaires dans toute l'Europe. N'oublions pas non plus la suprématie artistique des Italiens : Saint-Petersbourg en donne un magnifique exemple au XVIII^e siècle encore.

Mais les Italiens sont plus nombreux à s'installer en France que partout ailleurs en Europe pour une raison très simple : notre pays est le plus riche et le plus peuplé du continent. Il y a aussi la mystique qui entoure la monarchie française : lorsque les Italiens doivent s'exiler, la France est pour eux la terre naturelle du refuge. Parce que la monarchie française aime à se poser comme régime accueillant à l'égard des bannis et des proscrits ; parce que les Italiens de l'époque que j'étudie, héritiers du guelfisme médiéval, considèrent que le roi de France a une vocation naturelle à diriger l'Italie conjointement avec le pape

contre l'Empereur.

■ **Royaliste : Quel rôle les Italiens ont-ils joué dans la constitution de notre l'identité nationale ?**

Jean-François Dubost : Ce rôle est pluriel. Comme je l'ai indiqué, les Italiens ont joué un rôle important dans le domaine politique, surtout dans la pratique - contrairement à ce qu'affirmaient les polémistes xénophobes qui accusaient les Italiens d'être de « vils machiavélistes ». Les Italiens ne sont pas arrivés avec des théories machiavéliennes, ils se sont adaptés aux conditions françaises.

Surtout, la présence italienne à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle a permis aux Français de se définir en s'opposant. Face aux Italiens, on exalte l'identité idéale de la France. Ce procédé s'observe dans de très nombreux domaines : l'idéal classique français a été affirmé par rapport à ce qu'on présentait comme des outrances italiennes. Le bon goût français veut se démarquer - c'est très net quand on lit La Bruyère - de la vulgarité italienne...

Il en résulte un phénomène complexe de supériorité de la part des Français et de la culture française, qui est très net à la fin du XVII^e siècle. Ce complexe de supériorité, qui est dénoncé par les autres Européens à la fin du règne de Louis XIV, vient pour une large part de ce sentiment très net d'avoir réussi à surpasser la civilisation italienne, à la reléguer à la seconde place dans la culture européenne alors qu'elle était dominante depuis deux siècles.

Propos recueillis par Annette Delranck

Jean-François Dubost

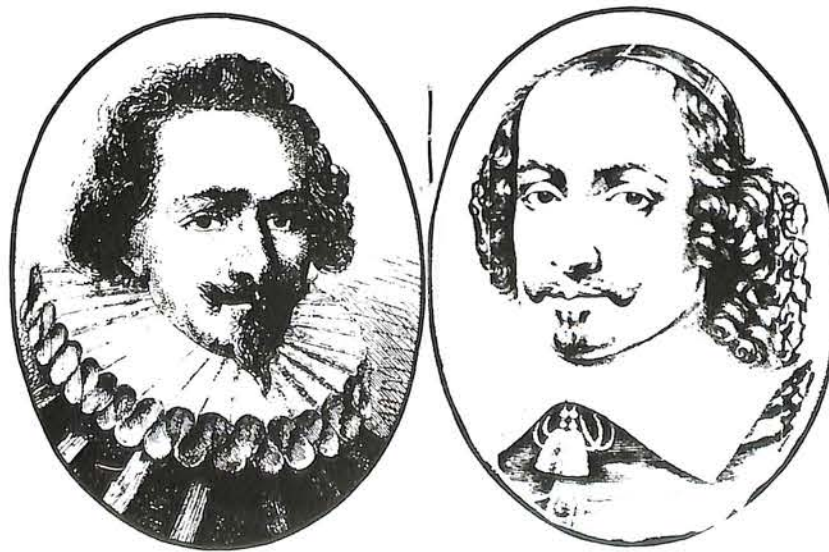
La France italienne

XVI^e-XVII^e siècle

Prix franco : 160 F

Enrichissement

La France italienne



◆ Concini et Mazarin : les deux plus célèbres immigrés italiens.

Royauté

La justice et le mal

Le savoir du Prince. Tel est le thème général du colloque qui se tiendra à la Sorbonne les 18 et 19 juin, à l'initiative de Ran Halévi et sous l'égide du Centre de Recherches politiques Raymond Aron.

Les thèmes sont passionnants et les intervenants sont d'éminents chercheurs et savants. Nous avons accueilli à nos *Mercredis* certains d'entre eux, à commencer par Ran Halévi qui fera une communication sur « *les savoirs du prince modéré* », ainsi que Alain Boureau qui parlera « *du roi saint au roi sage* » (au Moyen Âge), Pierre Manent (communication sur « *une monarchie thomiste ?* »), et Yves-Marie Bercé qui présidera la matinée du 19 consacrée à la « *religion du roi* » sous la monarchie absolue.

Nous ferons la connaissance de Robert J. Knecht (« *François 1^{er} et le Miroir du Prince* »), de Harvey C. Mansfield (« *le savoir du prince machiavélien* »), de Rémi Brague (« *Le savoir comme nécessité, ou la sagesse de Salomon* »), de Hervé Drévilhon (« *le roi chevalier* »), de Bruno Neveu (« *Les catéchismes à l'usage du prince* »), Alain Pons (« *L'Encyclopédie et le gouverneur de la personne du prince* »), Alexandre Delamare (« *Saint Simon ou l'éducation à l'abandon* »), Maurice Kriegel (« *Aux origines d'un anti-monarchisme : le régime mixte d'Isaac Abraham* »).

Nos lecteurs peuvent obtenir le programme complet du colloque en écrivant au journal ou en s'adressant au Centre Raymond Aron, 105, boulevard Raspail, 75006 Paris.

Brutalement confrontés à toutes les formes de violence, éprouvant toutes sortes d'angoisse, nous demandons à la justice de faire le partage entre le bien et du mal, afin de nous libérer de notre peur...

Pour comprendre ce qui se passe « concrètement », « sur le terrain », pour démêler l'écheveau des émotions qui nous assaillent lorsque la télévision nous présente son lot de faits divers quotidiens, il faut écouter les grands esprits de notre temps, et réfléchir avec eux.

En somme, faire tout le contraire de ces hauts responsables pressés qui délivrent une petite phrase, versent au besoin une larme, invoquent le pragmatisme, et jurent qu'ils vont suivre l'affaire. Par peur de penser, ils nous renvoient à notre détresse, qu'aggrave chaque jour la mise en scène des pulsions et la série des questions qui restent sans réponses.

Pourquoi la pédophilie ? Quel est la signification de la « marche blanche » ? Comment un homme d'apparence paisible devient-il un tueur en série ? Les journalistes comptent les morts, déplorent le mal, nous incitent à détester les méchants et à plaindre les victimes, à exiger que justice soit faite, rapidement, définitivement - mais sans que les faits deviennent intelligibles pour autant.

Contrairement à ce qu'on nous dit, les philosophes ne vivent pas dans les nuées, ni les juristes le nez dans leurs codes. Ils prennent les mots au sérieux - la justice, le mal, la responsabilité, la sexualité - et

aiment en parler avec les praticiens du droit, de la médecine, de la police, qui, figurez-vous, ne cessent de s'interroger sur le métier qu'ils font.

C'est ce croisement des savoirs et des expériences, toujours proche de l'événement, qui rend captivante la recherche menée par Antoine Garapon et Denis Salas autour de la justice et du mal (1). En se fondant sur la pensée de Paul Ricœur, qui publie dans l'ouvrage une contribution sur l'autonomie et la vulnérabilité, les maîtres d'œuvre, eux-mêmes magistrats, ont réuni des philosophes, un psychiatre et d'autres magistrats pour comprendre et pour nous faire comprendre les scandales, les paradoxes et les impossibilités auxquels nous nous heurtons.

Scandale du mal, d'autant plus scandaleux que la modernité prétend l'effacer. Paradoxe de ce discours contre les tabous (généralement sexuels) qui s'accompagne d'appels au châtiment sans rémission des pédophiles. Impossibilité de réparer l'irréparable, alors qu'on demande aux juges de réparer, de consoler, de

condamner, de dire le droit et la morale, d'arbitrer tous les conflits et de résoudre toutes les contradictions - puisque la loi religieuse est souvent rejetée ou ignorée, puisque la médiation politique est implicitement ou explicitement refusée.

Religion. Politique. Justice. Nous sommes au cœur des choses et en pays de connaissance puisqu'on retrouve au fil des pages Emmanuel Levinas, Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet - la Bible et les Grecs. Je me garderai de résumer les réflexions des différents auteurs afin d'inciter à la complète lecture de ce petit livre accessible. Au fil des pages, les lecteurs comprendront pourquoi les tueurs en séries sont généralement américains, comment la Marche blanche voulut libérer l'État belge de son « sommeil affairiste », à quel point « le rôle du droit est aussi de nous libérer du droit » et, finalement, la nécessité d'un retour au politique pour nous délivrer de l'enchaînement violent.

Est-il besoin de préciser que ce livre, comme les précédents travaux d'Antoine Garapon, fait ici référence ?

Yves LANDEVENNEC

Antoine Garapon et Denis Salas (sous la direction de) - « La justice et le mal » - Éditions Odile Jacob, coll. Opus, 1997 - prix franco : 65 F.

Nouveautés proposées par le service librairie

♦ Jean-Pierre Le Goff - **Mai 68, l'héritage impossible** - franco 160 F.

♦ Michel Bugnon-Mordant - **L'Amérique totalitaire** - franco 142 F.

♦ Jean Bothorel - **Bernanos le mal pensant** - franco 139 F.

De l'Allemagne et de l'Europe

Est-il opportun de reposer la question allemande, alors que, nous dit-on, la construction européenne est en train de nous en débarrasser, grâce à un dépassement de l'histoire des antagonismes nationaux d'antan ? Curieuse dérobade, à l'heure où on ne cesse sur tous les tons, de mettre chez nous la France en accusation pour son attitude pendant la guerre. Ce qui serait bon et

salutaire pour nous, serait donc à proscrire en ce qui concerne les Allemands, qui par ailleurs seraient heureusement disculpés de toute responsabilité collective où même « historique » à l'égard du monstrueux moment nazi. Telle est bien, en effet, la position de notre spécialiste patenté de l'Allemagne qu'est Alfred Grosser (on pourrait dire la même chose du très estimable Joseph Rovin (1)). Pour lui, en effet, les vieux préjugés antigermaniques des Français sont enfin tombés, grâce à l'esprit européen et la fin de notre arrogance nationaliste. Mais n'est-il pas curieux que le même Grosser refuse par principe les débats historiques que beaucoup d'Allemands d'aujourd'hui sont prêts à assumer, même lorsqu'ils mettent en cause leurs pères de la façon la plus douloureuse ?

On peut être bon connaisseur de l'Allemagne et nullement hostile au peuple allemand, en adoptant une attitude très différente de celle d'Alfred Grosser. C'est le cas d'Édouard Husson qui au moment du débat provoqué par la publication du livre d'un universitaire de Harvard sur les crimes de la *Wehrmacht* (2) avait contredit l'indignation de Grosser (3). Il faut dire que la démonstration de l'historien Daniel Goldhagen était rude pour les Allemands de l'époque du III^e Reich, convaincus de complicité avec la volonté exterminatrice de Hitler à l'égard des juifs. Mais le paradoxe voulait que ce type de discussion soit beaucoup mieux accepté en Allemagne qu'en France où Alfred Grosser fustigeait le travail de Goldhagen moins en vertu d'arguments historiques que d'arguments politiques. François Mitterrand lui-même n'avait-il pas cru opportun de venir au secours de l'Allemagne en faisant à Berlin l'éloge du courage des soldats de la *Wehrmacht* ?

Édouard Husson pensait, lui, qu'il n'y avait pas lieu d'estomper les questions graves posées par Goldhagen et que, d'une façon générale, il était opportun de reprendre dans toute son ampleur le problème de l'Allemagne, à l'heure où celle-ci était redevenue pleinement elle-même, à la suite de cet événement considérable qu'était la réunification allemande ! Mais justement, l'attitude d'un Mitterrand était typique d'un Français qui par son histoire personnelle avait vécu l'affrontement avec l'Allemagne et était décidé à n'en plus jamais parler, tout en y pensant toujours. Car, le 8 mai 1995, lorsqu'il prenait la défense des soldats allemands, notre président n'avait en tête que le différend franco-allemand, lui qui violemment heurté par la réunification avait tout fait pour l'empêcher. C'est aujourd'hui chose avérée ! Dans les quelques mois où le chancelier Helmut

Kohl a révélé toute sa dimension d'homme politique en obtenant la fin de la République démocratique allemande et sa fusion avec la République fédérale, l'entente franco-allemande s'est brisée. C'est alors que François Mitterrand a obtenu du chancelier la monnaie unique, comme prix de la réunification.

Pour l'Allemagne, c'était il est vrai, une concession considérable. Aujourd'hui encore l'opinion, outre-Rhin, est massivement attachée au mark, expression de la puissance et de la prospérité retrouvées. Mais le sacrifice du mark n'a pas été consenti sans concessions pour le moins exorbitantes. Car le chancelier a fait payer à l'Europe et à nous même le coût de l'intégration de l'ancienne Allemagne de l'Est. Par ailleurs, nous avons accepté avec l'euro, toutes les exigences allemandes, au prix de sacrifices, qui ont été supportés chez nous par les plus fragiles de nos concitoyens. Les bonnes âmes nous répètent que tout cela n'est que demi-mal, puisqu'ainsi nous avons définitivement surmonté tout un passé d'hostilité et qu'avec l'Europe nous sommes entrés dans un troisième millénaire définitivement paisible pour nos peuples hier déchirés.

Et si c'était une illusion ? Et si la monnaie unique, tout

par Gérard Leclerc



comme le fédéralisme européen constituait des pièges à retardement pour mieux réveiller nos antagonismes et gâcher les chances d'une amitié recouvrée ? C'est ce que pense et exprime dans un nouveau livre (4) Édouard Husson avec une argumentation extrêmement riche et qui a ce premier mérite de préférer la lucidité et sa lumière crue aux brouillages intellectuels et aux arrière-pensées. Depuis la fin de la guerre, la construction européenne a été le moyen pour l'Allemagne de récupérer sa souveraineté politique, et on le voit aujourd'hui, sa prépondérance en Europe. Ceux qui croient que le fédéralisme européen sera le meilleur garde-fou contre une tentation impérialiste, n'ont pas pris garde à ce fait fondamental que la fédération a toujours été la forme de l'empire dans la tradition allemande, et que la nostalgie carolingienne a toujours empêché l'Allemagne d'accéder à un statut national qui suppose des limites et la reconnaissance de la liberté de l'autre. « *Les Allemands vivent encore partiellement dans un rêve supranational hérité du Moyen Âge, qui les a empêchés, au XIX^e siècle, de devenir une nation démocratique et qui les a précipités, dans la première moitié du XX^e siècle, dans une rage destructrice sans précédent de mémoire d'Européen. Ce même rêve supranational risque de faire de la République fédérale une démocratie inachevée, au sens où elle n'arriverait jamais au terme de sa formation, où elle ne deviendrait pas une nation pacifique et stable* ». Cette analyse historique s'achève sur un avertissement gravissime : « *La fin du deutschemark ouvrira une nouvelle crise allemande* ».

Voilà certes qui tranche dans l'euphorie actuelle de l'Euroland ! Mais l'homme qui parle ainsi est un ami des Allemands, qui préfère la vérité aux faux-semblants : « *L'Europe fédérale se construit comme une sorte de République fédérale élargie, de nouveau Saint-Empire* ». Prenons garde de ne pas avoir ouvert la grande crise européenne du XXI^e siècle, en ayant cru, de mauvaise ou de bonne foi, l'avoir rendu définitivement impossible.

(1) Joseph Rovin auteur d'une monumentale *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours* (Seuil, 1994 - prix franco : 330 F).

(2) Daniel Jonah Goldhagen - « *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste* » - Seuil, 1997 (prix franco : 160 F - ou en collection de poche, prix franco : 63 F).

(3) Édouard Husson - « *Une culpabilité ordinaire : Hitler, les Allemands et la Shoah* » - Éd. de Guibert, 1997 - prix franco : 130 F.

(4) Édouard Husson - « *L'Europe contre l'amitié franco-allemande* » - Éd. François-Xavier de Guibert - prix franco : 100 F.

Van der Meulen

Louis XIV sut s'entourer d'écrivains et d'artistes pour laisser aux générations suivantes les témoignages des actions glorieuses de son règne. Racine et Boileau devaient écrire son histoire. Le Brun et Van der Meulen (1632-1690) étaient chargés de l'immortaliser par la peinture.

Protégé par Le Brun, grand ordonnateur du décor de Versailles, Van der Meulen fut appelé de Flandres pour travailler aux Gobelins. Il devint le peintre de l'histoire du roi, décorateur de l'Escalier des Ambassadeurs de Versailles, puis du château de Marly. Il connut un immense succès.

Entré au service du roi en 1664, il révéla des talents multiples, peintre de batailles et paysagiste, travaillant également pour des marchands ou de riches commanditaires.

Son œuvre majeure, qu'il accomplit dans les dix dernières années de sa vie, est la suite des « conquêtes du roi » pour décorer le pavillon royal de Marly.

Le Musée des Beaux Arts de Dijon lui consacre, aujourd'hui jusqu'au 22 septembre, une exposition : « *A la gloire du roi - Van der Meulen, peintre des conquêtes de Louis XIV* ».

On y rencontrera les œuvres les plus significatives de sa production, grâce à des prêts exceptionnels tant des musées français que de l'Ermitage de Saint-Petersbourg, de la National Gallery de Londres, du Musée d'Art et d'Histoire de Genève et des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique.

De nombreuses manifestations artistiques accompagnent cette exposition.

Robert GESNOT

L'homme de feu

Inconnu à Paris, mais toujours vivant dans la mémoire ouvrière lorraine, René Boudot donne à tous les militants une leçon simple et superbe sur l'engagement social et politique.

En cette fin de crise du militantisme, celles et ceux qui veulent s'engager ont grand besoin de figures exemplaires. Non pour les imiter mais pour trouver ou retrouver force et courage. La vie et les combats de René Boudot peuvent à divers titres les inspirer.

Cet homme qui paraît être l'archétype des bons grands-pères à grosses lunettes et cheveux blancs, fut tout au long de sa vie un passionné discret, têtu et constant, de la deuxième génération militante qui, de 1919 à 1968, assura le succès des grandes luttes syndicales et résista vaillamment dans les périodes grises et les années noires.

Bien sûr, nul ne pourra aujourd'hui remettre ses pas dans ceux de cet ouvrier chrétien, organisateur de la CFTC dans la sidérurgie lorraine, fondateur de la Jeunesse ouvrière chrétienne à Longwy, qui passa après la guerre à la CGT et adhéra au PSU avant de rejoindre le Parti socialiste.

Cet itinéraire, qui permet au savant biographe de René Boudot (1) de retracer les luttes politiques et sociales du Pays-Haut, montre comment on peut créer un syndicat à

partir de trois fois rien, contre l'avis et les intérêts de ses propres frères en religion (le patronat chrétien, hypocrite, hostile au syndicalisme chrétien), participer activement au travail de gestion (en l'occurrence quatre caisses de Sécurité sociale) sans rien perdre de ses convictions, et rejoindre un syndicat d'obédience marxiste sans renier sa foi religieuse.

Le secret de René Boudot est tout simple. Le Père Bonnet (2), qui l'a bien connu, décrit un homme « *qui avait toujours la même serviette bourrée de lettres et de livres ; dans son esprit, les dossiers de Sécurité sociale et les volumes de théologie faisaient bon ménage* ». Ce militant pensait, enseignait et agissait dans un même mouvement, qui trouvait son énergie première dans l'amour du prochain, que les laïcs appelleront souci et soin des autres. Lumineux exemple.

Maria DA SILVA

(1) Jean-Marie Moine - « *René Boudot : Le feu sacré, un ouvrier chrétien du Pays-Haut, 1907-1990* », préface du Père Serge Bonnet - Éd. Serpenoise - prix franco : 150 F.

(2) De Serge Bonnet, on lira ou relira avec profit *La Ligne rouge des hauts fourneaux*, Denoël-Serpenoise, 1981.

Princes d'Europe et d'ailleurs n° 6 est paru

Au sommaire : Rencontre avec la princesse Patricia Bey - Le château de Godollo en Hongrie - Hussein de Jordanie ou l'art de la survie politique - La maison royale de Saxe - Splendeur des sultans - La dynastie des Bernadotte.

Prix du numéro : 38 F franco. Les précédents numéros (à l'exception du numéro 1) sont encore disponibles au même prix.

Mayotte

V oici venu le temps des rêves d'évasion : îles, tropiques, lagons et cocotiers. Mais les Seychelles, Maldives et autres Bahamas, cela devient d'un commun ! C'est donc le moment de réaliser que la Cendrillon des provinces françaises s'éveille, elle aussi, timidement mais avec d'énormes atouts, au tourisme. Ce qu'elle offre à découvrir est splendide.

Pour en avoir un avant-goût *Destination Mayotte*, très bel ouvrage illustré de photos en couleurs éclatantes, comblera l'amateur de destinations originales. Même si l'on peut déplorer l'absence de quelques clichés : baobabs de la plage de N'Gouja ou le marché haut en couleur de Manoudzou, l'essentiel est donné pour déclencher auprès du lecteur l'irrésistible envie d'aller sur place découvrir tant de beautés. On sera assuré de la gentillesse des gens, de l'absence de hordes de touristes, d'un réseau routier quasiment neuf, des prestations simples mais de qualité.

Des textes courts accompagnent les divers chapitres spécialisés permettant de connaître tout ce qu'il faut savoir sur « l'île Hippocampe ». On peut organiser son voyage en se procurant le très instructif, complet et fort bien illustré, dépliant édité par le comité territorial du Tourisme de Mayotte en écrivant ou en se rendant à Maison de Mayotte (42 rue de la Colonie, Paris 13^e). Il vous sera remis, avec un éclatant sourire, par une magnifique Mahoraise qui serait encore plus belle si elle était vêtue du *saluva* et du *canzu* traditionnels.

Michel FONTAURELLE

Frédéric Magnin - « *Destination Mayotte* » - Éd. Jacaranda - prix franco : 280 F.

Péril en la demeure

Parmi tous les témoignages de sympathie reçus, nous extrayons celui-ci émanant de très vieux amis : « *Nous sommes bouleversés par votre appel au secours, car l'histoire de Royaliste fait partie de nous, nous y avons notre âme, dès l'origine de ce beau risque d'indépendance, salutaire et périlleuse des années 70. La fidélité à l'essence même du royalisme (mais fi du "isme") - incarné dans la personne du comte de Paris - c'est un chemin de croix dans le monde politique d'aujourd'hui, mais c'est d'abord une joie et une espérance à condition que l'essentiel ne soit pas occulté par des combats secondaires... Ce serait le comble que ce combat ralentit en l'année Bermanos !* ».

Grâce à la mobilisation de nombreux lecteurs, cette espérance est en passe de se réaliser, notre souscription progresse de manière satisfaisante et nous avons bon espoir d'atteindre l'objectif de 50 000 F pour la fin du mois. Pour cela il faut cependant que les retardataires se réveillent, le succès est à ce prix.

Yvan AUMONT

3^e liste de souscripteurs

P.A. (Paris) 200 F - Jean Aubry 250 F - Françoise Baudin 500 F - S.B. (Paris) 250 F - Alain Besson 500 F - Laurent Boissavy 150 F - G.B. (Oise) 200 F - Didier Bressand 100 F - Jean-Antoine Breuillard 400 F - Gisèle Brodud-Yvique 200 F - Robert et Suzanne Chateignier 250 F - Olivier Clément 500 F - Jean-Loup Commo 200 F - R.C. (Loire) 50 F - Michel Cusin 500 F - Jean-Pierre Dauvillier 100 F - Philippe Dechartre 1000 F - Y.L.M. 2000 F - Gaston Delfes 200 F - Jean Demay de Goustine 250 F - François Denoël 300 F - Jacques Doremieux 200 F - Pierre Dubreuil-Fontaine 250 F - Luc Durand 250 F - Claude Ferrand-Blazer 250 F - Christian Frater 250 F - André Gallière 200 F - Matthieu Gerain 250 F - Yves Gillet 500 F - Daniel Gourseaud 100 F - V.H. (Paris) 250 F - Albert Jacquard 250 F - Guillaume Kopp 100 F - Pierre-Paul Lacas 250 F - J.L. (Indre-et-Loire) 100 F - Jacques Lancement 200 F - Jean-Marie Landry 250 F - Christian Libens 100 F - David Martin-Castelnau 250 F - Jean-François Maurel 1000 F - A.P. (Hte Saône) 200 F - Frédéric Perrin 100 F - Louis Reginensi 200 F - Renaud Rumin 200 F - M.S. (Allier) 100 F - B.S. (Yvelines) 100 F - Bernard Sonck 1000 F - J.S. (Alpes-Maritimes) 500 F - Joël Teruel 100 F - Gérard Toussaint 200 F - Laurent Veyrenc 250 F - Marcel Veyrenc 250 F - François Viet 100 F - Benoît Wollseifen 250 F.

Total de cette liste : 16 650 F

Total précédent : 22 425 F

Total général : 39 075 F.

ROUEN

Dimanche 7 juin, de 14 h à 20 h, se tiendra la grande fête antiraciste intitulée « *Au cœur des couleurs, Égalité* » au Parc des Chartreux à Petit-Quevilly (5 km de Rouen) avec forums, animations musicales, buvettes, etc.

◆ Comme chaque année la NAR y sera présente et notre stand, comme tous les ans, ne passera pas inaperçu !

◆ Tous nos amis sont conviés à y participer, à venir prendre contact à notre stand, à nous apporter leur aide matérielle. Renseignements et contact auprès de Philippe Cailleux - B.P. 6 - 76240 Le Mesnil-Esnard ou par téléphone au 02.35.80.32.88.

◆ Les Parisiens disposant de voiture sont priés de se signaler auprès d'Yvan Aumont.

CONSEIL NATIONAL

Le conseil national de la NAR se réunira à Paris le dimanche 14 juin. Au centre de ses réflexions : l'élargissement des actions de la NAR et les nouvelles formes de militantisme.

Ce sera la dernière réunion de ce conseil, dont le mandat arrive à expiration, avant les élections générales des nouveaux conseillers dont le dépouillement aura lieu le mardi 23 juin.

COMTE DE PARIS

La photocopie de l'appel du comte de Paris : « *Ne renoncez pas à la France* », réclamant un référendum sur la construction européenne, paru dans le *Figaro* du 21 avril, est disponible sur simple demande. Merci de joindre deux timbres pour les frais.

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonnement des *mercredis* annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 3 juin : Chercheur à l'INRA, historien, sociologue, Pierre BITOUN nous a tour à tour présenté ses ouvrages - sur l'école d'Uriage, l'écologie, le train de vie de l'État. Sa toute récente enquête porte sur le milieu dirigeant : nous seule-

ment les hommes politiques, mais aussi les gens de médias et les milieux financiers. Fonctions, argent, honneurs, cumuls de tous ordres composent un vaste « *Système des privilèges* », que notre invité nous présentera, chiffres à l'appui. Sujet ô combien d'actualité !

● Mercredi 10 juin : Conseiller référendaire à la Cour des Comptes, membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre, André GAURON est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la politique économique et sociale française. Tandis que l'euro est annoncé à grand renfort de publicité, notre invité nous expliquera « *Le malentendu européen* » - à savoir les arrières-pensées, les peurs et les ambitions inavouées qui forment la toile de fond des relations franco-allemandes et qui rendent l'avenir de l'Europe très incertain.

VOL DE COURRIER

Nous avons été à plusieurs reprises, ces derniers temps, victimes de vol de courrier dans notre boîte à lettres. Nous demandons à tous nos correspondants qui ont remarqué une anomalie (relance intempestive d'abonnement, commande de librairie non servie, etc.) de prendre contact avec nous pour s'assurer que leur lettre nous est bien parvenue.

INTERNATIONAL

Nous lançons un appel à nos lecteurs domiciliés à l'étranger ainsi qu'à tous ceux qui lisent régulièrement la presse internationale afin qu'il nous fassent parvenir toutes coupures de presse concernant aussi bien les monarchies établies (discours du souverain, pro-

blèmes dynastiques, visites officielles, etc.) que les activités des prétendants ou des mouvements royalistes. Ceci nous est indispensable afin de compléter notre information et de nous permettre d'alimenter la rubrique de *Royaliste* consacrée au monarchisme étrangers. Notre numéro de télécopie : 01.42.96.05.53.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'avenir des institutions

Accroc dans la cohabitation ! Du 17 au 20 mai, très exactement, on a cru qu'il y avait péril en la demeure élyséenne. Et *Le Monde*, spécialiste de la manipulation titrière, crut judicieux d'annoncer en première page (1) une « *rupture dans la cohabitation* » alors que le titre de la page 6 nous informait, sur six colonnes, que « *Jacques Chirac et Lionel Jospin appellent à une trêve au sujet des affaires.* »

Le trouble survenu dans les bonnes relations entre la Présidence et Matignon n'était dû qu'à l'énervement provoqué par l'interminable conflit entre Jean Tiberi et Jacques Toubon à l'Hôtel de Ville, et redoublé lors de l'annonce fracassante de la convocation par un juge d'instruction de l'épouse du maire de Paris. Dans ce climat, il suffisait de quelques propos irresponsables pour raviver les méfiances et les réactions agressives.

De fait, le Garde des Sceaux déclara que le président de la République pouvait être traduit devant les tribunaux s'il avait commis des délits, et le ministre de la Ville évoqua une « *présidentielle anticipée* » pour laquelle Lionel Jospin serait « *le candidat naturel des socialistes* ». D'où la contre-attaque dérisoire du RPR contre le Premier ministre accusé d'avoir bénéficié d'un emploi fictif puisque Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères, l'avait laissé sans affectation malgré les demandes de l'intéressé. Le Premier ministre pouvait donc se justifier sans mal puis exprimer, comme le prési-

dent de la République, son inquiétude quant à une dégradation de la vie politique.

Ce rapide retour au calme était nécessaire. Encore une fois, personne n'a intérêt, ni à droite, ni à gauche, à un conflit qui accroîtrait la fragilité des équilibres institutionnels. Cela nous condamne-t-il à des propos lénifiants et à des commentaires bénisseurs dictés par une stratégie de l'aveuglement volontaire ?



Certes non. Nous ne pouvons ignorer que les « affaires » exposent les amis de Jacques Chirac à de graves sanctions qui peuvent, par ricochet, jeter une ombre sur la Présidence. Certains journalistes, bien connus, n'hésiteront pas à se faire l'écho des rumeurs et à répandre les soupçons - par haine de l'État et par intérêt mercantile. Nous ne les suivrons pas pour deux raisons décisives : dans les circonstances actuelles, je tiens à le répéter, tout affaiblissement des institutions et de ceux qui les incarnent accroît le risque de guerre civile ; de plus, ce n'est pas à partir d'un discrédit de la fonction présidentielle ou, pire,

d'un effondrement général des institutions gaulliennes qu'on pourra transformer ce qui doit l'être dans notre constitution.

Précisons ce second point. Nous voulons préserver les institutions de la V^e République pour que le prince de nos espérances puisse les porter, avec l'accord du peuple français, à leur plein accomplissement.

Nous savons bien que la cohabitation, aussi nécessaire soit-elle, est vouée à la dégradation dès lors que le Président et le Premier ministre entrent en compétition ouverte - l'un pour conserver, l'autre pour conquérir l'Élysée. Il est de la responsabilité des deux têtes de l'exécutif de retarder autant que possible ce moment. Mais l'État, et la nation, souffriront de toutes manières de cette rivalité larvée, puis de cet affrontement.

Cette contradiction majeure peut être résolue. Mais c'est une inconséquence totale que de proposer un mandat quinquennal qui allongerait et durcirait les périodes d'affrontement. Au contraire, il convient d'aller jusqu'au bout de la logique gaullienne en mettant le chef de l'État hors du champ des rivalités partisans, en pleine situation arbitrale.

Ce serait suivre l'exemple donné par les monarchies européennes, pour le commun profit. Il n'y aurait plus de rivalité entre le chef de l'État et le Premier ministre, mais l'un et l'autre gagneraient en force. Le monarque, par son rôle reconnu d'ultime garant de l'État de droit et de la continuité historique de la nation. Le Premier ministre parce qu'il serait, *de facto*, clairement désigné par le suffrage universel lors des élections législatives. Et l'on ne verrait plus des ministres irresponsables jouer avec le feu, par légèreté ou courtoisie. C'est dire à quel point la démocratie progresserait, dans notre pays.

Bertrand RENOUVIN

(1) Numéro daté du 21 mai.